

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2005 — 2637

[C — 2005/11401]

17 SEPTEMBRE 2005. — Loi modifiant en ce qui concerne les catastrophes naturelles, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles(1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre*

Art. 2. A l'article 67 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, modifié par les lois des 16 mars 1994 et 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, 1°, les mots « de la déclaration du sinistre ou » sont supprimés;

2° le § 2, 2°, est remplacé par le texte suivant :

2° l'assureur paie la partie de l'indemnité incontestablement due constatée de commun accord entre les parties dans les trente jours qui suivent cet accord. En cas de contestation du montant de l'indemnité, l'assuré désigne un expert qui fixera le montant de l'indemnité en concertation avec l'assureur. A défaut d'un accord, les deux experts désignent un troisième expert. La décision définitive quant au montant de l'indemnité est alors prise par les experts à la majorité des voix. Les coûts de l'expert désigné par l'assuré et le cas échéant du troisième expert sont avancés par l'assureur et sont à charge de la partie à laquelle il n'a pas été donné raison.

La clôture de l'expertise ou la fixation du montant du dommage doit avoir lieu dans les nonante jours qui suivent la date à laquelle l'assuré a informé l'assureur de la désignation de son expert. L'indemnité doit être payée dans les trente jours qui suivent la date de clôture de l'expertise ou, à défaut, la date de la fixation du montant du dommage; »;

3° au § 2bis, 1°, le mot « ou » est remplacé par le mot « où »;

4° au § 2bis, le 3° est abrogé;

5° au § 2bis, 4°, le mot « inondation » est remplacé par les mots « catastrophe naturelle » et les mots « le délai de nonante jours prévus au § 2, 2° » sont remplacés par les mots « les délais prévus au § 2, 1°, 2° et 6° ».

Art. 3. L'intitulé du titre II, chapitre II, section II, sous-section I^{re bis} de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Sous-section I^{re bis} — L'assurance contre les catastrophes naturelles en ce qui concerne des risques simples. »

Art. 4. A l'article 68-1 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé et l'alinéa 1^{er} sont remplacés comme suit :

« Article 68-1 — Couverture des catastrophes naturelles

L'assureur du contrat d'assurance de choses afférent au péril incendie qui couvre les risques simples tels qu'ils sont définis en exécution de l'article 67, § 2, délivre obligatoirement la garantie des catastrophes naturelles énumérées ci-dessous selon les conditions visées dans la présente sous-section :

a) le tremblement de terre;

b) l'inondation;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2005 — 2637

[C — 2005/11401]

17 SEPTEMBER 2005. — Wet tot wijziging wat de verzekering tegen natuurrampen betreft, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen(1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst*

Art. 2. In artikel 67 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, gewijzigd bij de wetten van 16 maart 1994 en van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 1°, worden de woorden « van aangifte van het schadegeval of » geschrapt;

2° § 2, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° de verzekeraar betaalt het gedeelte van de vergoeding dat zonder betwisting bij onderling akkoord tussen de partijen is vastgesteld binnen dertig dagen die volgen op dit akkoord. In geval van betwisting van het bedrag van de schadevergoeding, stelt de verzekerde een expert aan die in samenspraak met de verzekeraar het bedrag van de schadevergoeding zal vaststellen. Indien er dan nog geen akkoord bereikt wordt, stellen beide experts een derde expert aan. De definitieve beslissing over het bedrag van de schadevergoeding wordt dan door de experts genomen met meerderheid van de stemmen. De kosten van de expert aangesteld door de verzekeraar en desgevallend de derde expert worden voorgeschoten door de verzekeraar en zijn ten laste van de in het ongelijk gestelde partij.

De beëindiging van de expertise of de vaststelling van het bedrag van de schade moet plaatsvinden binnen 90 dagen die volgen op de datum waarop de verzekeraar heeft op de hoogte gebracht van de aanstelling van zijn expert. De schadevergoeding moet betaald worden binnen 30 dagen die volgen op de datum van de beëindiging van de expertise of, bij gebreke daarvan, op de datum van de vaststelling van het schadebedrag; »;

3° in § 2bis, 1°, van de Franse tekst wordt het woord « ou » vervangen door het woord « où »;

4° in § 2bis wordt het 3° opgeheven;

5° in § 2bis, 4°, wordt het woord « overstroming » vervangen door het woord « natuurramp » en worden de woorden « de termijn van negentig dagen bedoeld bij § 2, 2° » vervangen door de woorden « de termijnen bedoeld bij § 2, 1°, 2° en 6° ».

Art. 3. Het opschrift van titel II, hoofdstuk II, afdeling Ibis, onderafdeling Ibis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, wordt vervangen als volgt :

« Onderafdeling Ibis — De verzekering tegen natuurrampen wat betreft eenvoudige risico's. »

Art. 4. In artikel 68-1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift en het eerste lid worden vervangen als volgt :

« Artikel 68-1 — Dekking van het risico van natuurrampen

De verzekeraar van de zaakverzekeringsovereenkomst met betrekking tot het gevaar brand die dekking verleent voor eenvoudige risico's, zoals bepaald ter uitvoering van artikel 67, § 2, verleent verplicht de waarborg tegen de hierna opgesomde natuurrampen volgens de voorwaarden bedoeld bij deze onderafdeling :

a) de aardbeving;

b) de overstroming;

c) le débordement ou le refoulement des égouts publics;

d) le glissement ou l'affaissement de terrain. »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Toute suspension, nullité, expiration ou résiliation de la garantie des catastrophes naturelles entraîne de plein droit celle de la garantie afférente au péril incendie. De même, toute suspension, nullité, expiration ou résiliation de la garantie afférente au péril incendie entraîne de plein droit celle de la garantie des catastrophes naturelles. »

Art. 5. L'article 68-2 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, est remplacé comme suit :

« Article 68-2 — Catastrophe naturelle : définition

§ 1^{er}. Par catastrophe naturelle, l'on entend :

a) soit une inondation, à savoir un débordement de cours d'eau, canaux, lacs, étangs ou mers suite à des précipitations atmosphériques, une fonte des neiges ou des glaces, une rupture de digues ou un raz-de-marée;

b) soit un tremblement de terre d'origine naturelle qui

— détruit, brise ou endommage des biens assurables contre ce péril dans les 10 kilomètres du bâtiment assuré,

— ou a été enregistré avec une magnitude minimale de 4 degrés sur l'échelle de Richter,

ainsi que les inondations, les débordements et refoulements d'égouts publics, les glissements et affaissements de terrain qui en résultent;

c) soit un débordement ou un refoulement d'égouts publics occasionné par des crues, des précipitations atmosphériques, une tempête, une fonte des neiges ou de glace ou une inondation;

d) soit un glissement ou affaissement de terrain, à savoir un mouvement d'une masse importante de terrain qui détruit ou endommage des biens, dû en tout ou en partie à un phénomène naturel autre qu'une inondation ou un tremblement de terre.

§ 2. Peuvent être utilisées pour la constatation des catastrophes naturelles visées au § 1^{er}, a) à d), les mesures effectuées par des établissements publics compétents ou, à défaut, privés, qui disposent des compétences scientifiques requises.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre la liste des catastrophes naturelles visées au paragraphe premier. »

Art. 6. A l'article 68-3 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant :

« Article 68-3 Catastrophe naturelle : unicité »;

2° avant le texte actuel, qui formera le § 2, il est inséré un § 1^{er}, rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Sont considérés comme un seul et même tremblement de terre, le séisme initial et ses répliques survenues dans les 72 heures, ainsi que les périls assurés qui en résultent directement. »;

3° dans le texte actuel, les mots « la décrue ou le retour » sont remplacés par les mots « la décrue, c'est-à-dire le retour » et il est complété par les mots « ainsi que les périls assurés qui en résultent directement ». »

Art. 7. A l'article 68-4 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point a) les mots « une inondation » sont remplacés par les mots « une catastrophe naturelle » et les mots « , l'implosion et le vol » sont remplacés par les mots « et l'implosion »;

2° un point c) est ajouté, rédigé comme suit :

« c) les frais de déblaiement et de démolition nécessaires à la reconstruction ou à la reconstitution des biens assurés endommagés; »;

3° un point d) est ajouté, rédigé comme suit :

« d) pour les habitations, les frais de relogement exposés aux cours des trois mois qui suivent la survenance du sinistre lorsque les locaux d'habitation sont devenus inhabitables. »;

4° l'article 68-4 est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut imposer des conditions minimales supplémentaires concernant la garantie. »

c) het overlopen of de opstuwing van de openbare riolen;

d) de aardverschuiving of grondverzakking. »;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« Elke schorsing, nietigheid, beëindiging of opzegging van de waarborg tegen natuurrampen brengt van rechtswege deze van de waarborg met betrekking tot het gevaar brand met zich. Elke schorsing, nietigheid, beëindiging of opzegging van de waarborg tegen brand brengt eveneens van rechtswege deze van de waarborg met betrekking tot het gevaar natuurrampen met zich. »

Art. 5. Artikel 68-2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 68-2 — Natuurramp : omschrijving

§ 1. Onder natuurramp wordt verstaan :

a) hetzij een overstroming, te weten het buiten de oevers treden van waterlopen, kanalen, meren, vijvers of zeeën ten gevolge van atmosferische neerslag, het smelten van sneeuw of ijs, een dijkbreuk of een vloedgolf;

b) hetzij een aardbeving van natuurlijke oorsprong die

— tegen dit gevaar verzekerbare goederen vernietigt, breekt of beschadigt binnen 10 kilometer van het verzekerde gebouw,

— of werd geregistreerd met een minimum magnitude van vier graden op de schaal van Richter,

alsmede de overstromingen, het overlopen of het opstuwen van openbare riolen, de aardverschuivingen of verzakkingen die eruit voortvloeien;

c) hetzij een overlopen of een opstuwing van openbare riolen veroorzaakt door het wassen van het water of door atmosferische neerslag, een storm, het smelten van sneeuw of ijs of een overstroming;

d) hetzij een aardverschuiving of grondverzakking, te weten een beweging van een belangrijke massa van de bodemlaag, die goederen vernietigt of beschadigt, welke geheel of ten dele te wijten is aan een natuurlijk fenomeen anders dan een overstroming of een aardbeving.

§ 2. Metingen uitgevoerd door bevoegde openbare instellingen of bij ontstentenis door private instellingen die over de nodige wetenschappelijke bevoegdheden beschikken, kunnen gebruikt worden voor de vaststelling van natuurrampen bedoeld in § 1, a) tot d).

§ 3. De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de lijst van de in paragraaf 1 bedoelde natuurrampen uitbreiden. »

Art. 6. In artikel 68-3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift wordt vervangen als volgt :

« Artikel 68-3 Natuurramp : eenheid »;

2° voor de bestaande tekst, die § 2 zal vormen, wordt een § 1 ingevoegd, luidende :

« § 1. Worden beschouwd als één enkele aardbeving, de initiële aardbeving en haar naschokken die optreden binnen 72 uur, alsook de verzekerde gevaren die er rechtstreeks uit voortvloeien. »;

3° in de bestaande tekst, worden de woorden « waterpeil of de terugkeer » vervangen door de woorden « waterpeil, te weten de terugkeer » en worden de woorden « alsook de verzekerde gevaren die er rechtstreeks uit voortvloeien » toegevoegd.

Art. 7. In artikel 68-4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt a) worden de woorden « een overstroming » vervangen door de woorden « een natuurramp » en de woorden « implosie en diefstal; » door de woorden « en implosie »;

2° er wordt een punt c) toegevoegd luidende :

« c) de opruimings- en afbraakkosten nodig voor het herbouwen of voor de wedersamenstelling van de beschadigde verzekerde goederen; »;

3° er wordt een punt d) toegevoegd luidende :

« d) voor woningen, de huisvestingskosten gedaan in de loop van de drie maanden die volgen op het schadegeval wanneer de woonlokalen onbewoonbaar zijn geworden. »;

4° artikel 68-4 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning kan bijkomende minimumvooraarden betreffende de waarborg opleggen. »

Art. 8. A l'article 68-5 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant :

« Article 68-5 — Exclusions générales »;

2° le § 2, c) est remplacé par la disposition suivante :

« c) les abris de jardin, remises, débarres et leur contenu éventuel, les clôtures et les haies de n'importe quelle nature, les jardins, plantations, accès et cours, terrasses, ainsi que les biens à caractère somptuaire tels que piscines, tennis et golfs; »;

3° le § 2 de la même loi est complété par les points h) et i) suivants :

« h) les dommages causés par toute source de rayonnements ionisants;

i) le vol, le vandalisme, les dégradations immobilières et mobilières commises lors d'un vol ou d'une tentative de vol et les actes de malveillance rendus possibles ou facilités par un sinistre couvert. »

Art. 9. L'article 68-6 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, est remplacé comme suit :

« Article 68-6 — Exclusions pour le péril inondation et les débordements et refoulements d'égouts publics

Peuvent être exclus de la garantie visée par la présente sous-section mais uniquement en ce qui concerne le péril inondation et débordements et refoulement d'égouts publics, les dégâts causés au contenu des caves entreposés à moins de 10 cm du sol, à l'exception des installations de chauffage, d'électricité et d'eau qui y sont fixés à demeure.

Par cave, l'on entend tout local dont le sol est situé à plus de 50 cm sous le niveau de l'entrée principale vers les pièces d'habitation du bâtiment qui le contient, à l'exception des locaux de cave aménagés de façon permanente en pièces d'habitation ou pour l'exercice d'une profession. »

Art. 10. A l'article 68-7, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, les mots « le contrat d'assurance peut ne pas comporter de couverture contre l'inondation lorsqu'il » sont remplacés par les mots « l'assureur du contrat d'assurance de choses afférent au péril incendie peut refuser de délivrer une couverture contre l'inondation lorsqu'il ». »

Art. 11. A l'article 68-8 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le contrat d'assurance ne peut appliquer, pour les risques catastrophes naturelles et autres périls exceptionnels, une franchise supérieure à 610 EUR par sinistre. Ce montant est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de décembre 1983, soit 119,64 (Base 1981 = 100). »;

2° au § 2 le mot « inondation » est remplacé par les mots « une catastrophe naturelle »;

3° au § 2, deuxième tiret, le mot « inondation » est remplacé par les mots « catastrophe naturelle autre qu'un tremblement de terre »;

4° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'un tremblement de terre, le coefficient de 0,35 et le montant de 3.000.000 EUR sont respectivement remplacés par 0,84 et 8.000.000 EUR. »;

5° au § 3, les mots « réduite à due concurrence » sont complétés par les mots « lorsque les limites prescrites à l'article 34-3, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles sont dépassées. »

Art. 12. A l'article 68-9 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. En vue d'assurer la couverture des risques visés par la présente sous-section, le Roi met en place un Bureau de tarification qui a pour mission de préciser les conditions tarifaires pour les risques qui ne trouvent pas de couverture. Sauf dans les cas visés à l'article 68-7, § 3, tout candidat preneur d'assurance a accès aux conditions tarifaires du Bureau de tarification conformément à ce qui est prévu au § 2.

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du Bureau.

Art. 8. In artikel 68-5 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift wordt vervangen als volgt :

« Artikel 68-5 — Algemene uitsluitingen »;

2° § 2, c) wordt vervangen als volgt :

« c) tuinhuisjes, schuurtjes, berghokken en hun eventuele inhoud, afsluitingen en hagen van om het even welke aard, de tuinen, aanplantingen, toegangen en binnenplaatsen, terrassen, alsook de luxe goederen zoals zwembaden, tennis- en golfterreinen; »;

3° aan § 2 worden de punten h) en i) toegevoegd, luidende :

« h) schade veroorzaakt door elke bron van ioniserende stralingen;

i) diefstal, vandalisme, onroerende en roerende beschadigingen gepleegd bij een diefstal of een poging tot diefstal en daden van kwaadwilligheid die mogelijk gemaakt werden of vergemakkelijkt door een verzekerd schadegeval. »

Art. 9. Artikel 68-6 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 68-6 — Uitsluitingen voor het gevaar overstroming en het overlopen of de opstuwing van openbare riolen

Uit de door deze onderafdeling bedoelde waarborg, maar alleen voor het gevaar overstroming en het overlopen of de opstuwing van openbare riolen kan worden gesloten, de schade veroorzaakt aan de inhoud van kelders die op minder dan 10 centimeter van de grond is opgesteld, met uitzondering van de verwarmings-, electriciteits- en waterinstallaties die er blijvend zijn bevestigd.

Onder een kelder verstaat men elk vertrek waarvan de grondoppervlakte zich bevindt op meer dan 50 centimeter beneden het niveau van de hoofdingang die leidt naar de woonvertrekken van het gebouw, met uitzondering van de kelderlokalen die blijvend als woonvertrekken of voor de uitoefening van een beroep zijn ingericht. »

Art. 10. In artikel 68-7, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003 worden de woorden « mag de verzekeringsovereenkomst de dekking tegen overstromingsgevaar uitsluiten als zij » vervangen door de woorden « kan de verzekeraar van de zaakverzekeringsovereenkomst met betrekking tot het gevaar brand weigeren dekking te verlenen tegen de overstroming als hij ». »

Art. 11. In artikel 68-8 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De verzekeringsovereenkomst mag voor de risico's natuurrampen en andere uitzonderlijke gevaren geen hogere vrijstelling toepassen dan 610 EUR per schadegeval. Dit bedrag is gekoppeld aan de ontwikkeling van het indexcijfer der consumptieprijzen met als basisindexcijfer dat van december 1983, namelijk 119,64 (Basis 1981 = 100). »;

2° in § 2 worden de woorden « een onvoorzien overstroming » vervangen door de woorden « een natuurramp »;

3° in § 2, in het tweede streepje, worden de woorden « een overstroming » vervangen door de woorden « een natuurramp anders dan een aardbeving »;

4° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In het geval van een aardbeving worden de coëfficiënt 0,35 en het bedrag van 3.000.000 EUR vervangen door respectievelijk 0,84 en 8.000.000 EUR. »;

5° in § 3 worden de woorden « ,evenredig verminderd » aangevuld met de woorden « wanneer de limieten voorgeschreven door artikel 34-3, derde lid, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen overschreden worden. »

Art. 12. In artikel 68-9 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° §§ 1 en 2 worden vervangen als volgt :

« § 1. Teneinde de dekking van de door deze onderafdeling bedoelde risico's te verzekeren, richt de Koning een Tariferingsbureau op met als opdracht de tariefvoorwaarden vast te stellen voor de risico's die geen dekking vinden. Behoudens de gevallen bedoeld in artikel 68-7, § 3, heeft elke kandidaat-verzekeringsnemer toegang tot de tariefvoorwaarden van het Tariferingsbureau overeenkomstig het bepaalde in § 2.

De Koning stelt de datum van inwerkingtreding van het Bureau vast.

§ 2. L'assureur, qui refuse un candidat preneur d'assurance ou qui propose une prime ou une franchise qui excède les conditions tarifaires du Bureau, doit communiquer d'initiative aux candidats preneurs d'assurance les conditions tarifaires du Bureau de tarification et informer simultanément le candidat preneur d'assurance qu'il peut éventuellement s'adresser à un autre assureur. »;

2° le § 3, alinéa 7, est remplacé par la disposition suivante :

« Les Ministres ayant l'Economie, l'Intérieur et la Protection de la Consommation dans leurs attributions peuvent déléguer un observateur auprès du Bureau. »;

3° au § 4, les mots « aux fins de respecter l'obligation de couverture visée au § 1^{er} » sont supprimés;

4° le § 5 est remplacé comme suit :

« Les risques de catastrophes naturelles tarifés aux conditions du Bureau sont assurés par l'ensemble des assureurs pratiquant l'assurance incendie risques simples en Belgique. La gestion de ces risques est assumée par l'assureur du contrat d'assurance de choses afférant au péril incendie risque simple du preneur d'assurance ou, à défaut, par un autre assureur choisi par le candidat preneur dans cet ensemble d'assureurs qui couvrent les risques simples en incendie en Belgique. Le résultat de cette gestion ainsi que les frais de fonctionnement du Bureau sont répartis entre les assureurs pratiquant l'assurance incendie risques simples en Belgique. »;

5° l'article est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Le Bureau fait annuellement rapport de son fonctionnement. Ce rapport comprend notamment une analyse des conditions tarifaires appliquées par les assureurs. Il est transmis sans délai aux Chambres législatives fédérales. »

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles*

Art. 13. L'intitulé du titre premier, chapitre V, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, inséré par la loi du 21 mai 2003, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Des dommages aux biens assurés contre les catastrophes naturelles ».

Art. 14. Dans l'article 34-1, point b) de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, le mot « inondation » est remplacé par les mots « catastrophe naturelle ».

Art. 15. A l'article 34-2 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, le mot « inondation » est remplacé par les mots « catastrophe naturelle »;

2° au 2°, le point a) est abrogé et les points b) et c) sont renumérotés comme points a) et b).

Art. 16. A l'article 34-3 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La Caisse nationale des Calamités intervient chaque fois que la limite d'intervention individuelle d'une entreprise est atteinte. »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le montant à charge de la Caisse nationale des Calamités visée à l'article 35 excède 700 millions d'euros dans le cas d'un tremblement de terre ou de 280 millions d'euros dans le cas des autres périls assurés visés à l'article 68-8, § 2 précité, l'intervention financière est réduite à due concurrence. »

Art. 17. A l'article 34-4 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine la procédure à suivre par les entreprises d'assurance qui sollicitent pour compte de leurs assurés une intervention de la Caisse nationale des Calamités ainsi que les règles qui serviront de base à la détermination du montant de cette intervention et les modalités de versement des avances ou des indemnités définitives par la Caisse nationale des Calamités. »;

§ 2. De verzekeraar, die de kandidaat-verzekeringsnemer weigert of die een premie of een vrijstelling voorstelt die hoger ligt dan de tariefvoorraarden van het Bureau, moet de kandidaat-verzekeringsnemer op eigen initiatief informeren over de tariefvoorraarden van het Tariferingsbureau en tegelijk melding maken aan de kandidaat-verzekeringsnemer dat deze zich eventueel kan wenden tot een andere verzekeraar. »;

2° § 3, zevende lid, wordt vervangen als volgt :

« De Ministers bevoegd voor Economie, Binnenlandse Zaken en Consumentenzaken kunnen een waarnemer naar het Bureau afvaardigen. »;

3° in § 4 vervallen de woorden « teneinde de dekkingsverplichting te erbiedigen, bedoeld in paragraaf 1 »;

4° § 5 wordt vervangen als volgt :

« De aan de voorwaarden van het Bureau getarifeerde natuurrampenrisico's worden verzekerd door al de verzekeraars die in België de verzekering van de eenvoudige risico's tegen brand aanbieden. Het beheer van deze risico's wordt waargenomen door de zaakschadeverzekeraar eenvoudig risico brand van de verzekeringssnemer of, bij gebreke daarvan, door een andere door de kandidaat-verzekeringsnemer gekozen verzekeraar uit het geheel van de verzekeraars die in België de verzekering van de eenvoudige risico's tegen brand aanbieden. Het resultaat van dit beheer alsmede de werkingskosten van het Bureau worden omgeslagen over de verzekeraars die in België de verzekering van de eenvoudige risico's tegen brand aanbieden. »;

5° het artikel wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

« § 6. Het Bureau maakt jaarlijks een verslag over zijn werking. Dit verslag bevat onder meer een analyse van de door de verzekeraars toegepaste tariefvoorraarden en wordt overwijd overgezonden aan de Federale Wetgevende Kamers. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen*

Art. 13. Het opschrift van titel I, hoofdstuk V, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk V. — Schade aan goederen verzekerd tegen natuurrampen ».

Art. 14. In artikel 34-1, punt b) van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, wordt het woord « overstroming » vervangen door het woord « natuurramp ».

Art. 15. In artikel 34-2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het woord « overstroming » vervangen door het woord « natuurramp »;

2° in 2° wordt punt a) opgeheven en worden de punten b) en c) vernummerd als de punten a) en b).

Art. 16. In artikel 34-3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De Nationale Kas voor Rampenschade komt tussen telkens wanen de individuele grens van tussenkomst van een verzekeringsonderneming is bereikt. »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer het bedrag ten laste van de Nationale kas voor Rampenschade bedoeld bij artikel 35, 700 miljoen euro in geval van een aardbeving of 280 miljoen euro in geval van de andere verzekerde gevaren bedoeld bij artikel 68-8, § 2, voornoemd overschrijdt, wordt de financiële tussenkomst evenredig verminderd. »

Art. 17. In artikel 34-4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt de te volgen procedure door de verzekeringsondernemingen die voor rekening van hun verzekerden een tussenkomst vragen van de Nationale Kas voor Rampenschade alsmede de regels die als basis zullen dienen voor de vaststelling van het bedrag van deze tussenkomst en de modaliteiten van de uitbetaling van voorschotten of definitieve vergoedingen door de Nationale Kas voor Rampenschade. »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'une entreprise d'assurance indemnise ses assurés au-delà de sa limite individuelle d'intervention, elle est subrogée à concurrence des montants avancés excédant cette limite dans les droits et actions de ses assurés contre la Caisse nationale des calamités. »

CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 18. Les articles 2, 12 et 18 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Les articles 68-1 à 68-8 de la loi du 25 juin 1992, insérés par la loi du 21 mai 2003 et modifiés par la présente loi, ainsi que les modifications à la loi du 12 juillet 1976 et les insertions dans celle-ci par la loi du 21 mai 2003 et modifiées par la présente loi, entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal, visé à l'article 68-9, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1992 telle que modifiée par la présente loi.

Cependant, pour les contrats d'assurance en cours, la garantie contre les catastrophes naturelles n'est acquise qu'à dater de la prochaine échéance du contrat suivant la date visée à l'alinéa précédent.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

La Ministre de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1)Session 2004-2005

Documents de la Chambre des représentants :

51-1732

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 et 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport fait au nom de la commission.

N° 5 : Texte adopté par la commission.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 7 juillet 2005.

Documents du Sénat :

3-1291

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

2° het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, luidende :

« Wanneer een verzekeringsonderneming haar verzekerden vergoedt boven de grens van haar individuele tussenkomst, is zij gesubrogeerd ten behoeve van de voorgesloten bedragen die deze grens overschrijden in de rechten en vorderingen van deze verzekerden tegenover de Nationale Kas voor Rampenschade. »

HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding

Art. 18. De artikelen 2, 12 en 18 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De artikelen 68-1 tot 68-8 van de wet van 25 juni 1992, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003 en gewijzigd bij deze wet, evenals de wijzigingen van en invoegingen in de wet van 12 juli 1976, aangebracht bij de wet van 21 mei 2003 en gewijzigd bij deze wet, treden in werking op de dag van inwerkingtreding van het koninklijk besluit, bedoeld bij artikel 68-9, § 1, tweede lid, van de wet van 25 juni 1992 zoals gewijzigd bij deze wet.

Evenwel, voor de lopende verzekeringsovereenkomsten, wordt de waarborg natuurrampen slechts verworven vanaf de eerstvolgende vervaldag van de overeenkomst die volgt op de datum, bedoeld bij het voorgaande lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEL

De Minister van Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1)Zitting 2004-2005

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

51-1732

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag namens de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 7 juli 2005.

Stukken van de Senaat :

3-1291

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.